



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Béthune, le **24 JAN. 2024**

**RAPPORT
DE L'INSPECTION
DE L'ENVIRONNEMENT**

Affaire suivie par Franck WAREMBOURG

Tél : 03.21.63.69.01

franck.warembourg@developpement-durable.gouv.fr

FW/SV ÉQUIPE 4-012-2024

Code AIOT : 0007001092

Type d'Établissement : A/IED

Objet : Instruction du dossier de réexamen de l'établissement

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ÉTABLISSEMENT

Raison Sociale	: Société PLASTIENVASE FRANCIA
Adresse de l'établissement	: 1 rue Claude BERNARD 62002 ARRAS CEDEX
Contact dans l'entreprise	: M.Mickael TITRENT – Responsable QHSE
Activité principale	: Fabrication de films plastiques alimentaires

Sommaire :

1. Objet du présent rapport
2. Présentation de l'établissement
3. Présentation du dossier de réexamen et du rapport de base
- 4 – Instruction du dossier de réexamen et propositions de l'inspection
- 5 – Instruction du rapport de base et propositions de l'inspection
- 6 – Suites administratives

Annexe :

- 1.- Projet de courrier à l'exploitant

1. – OBJET DU RAPPORT

Par Arrêté Préfectoral DCVC-EIM6CP/GM-N°98-2 du 06 janvier 1999 modifié, la société PLASTIENVASE

FRANCIA est autorisée à exploiter des installations de fabrication et d'impression de films plastiques, comprenant notamment une installation classée sous la rubrique n°3670-2 (Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 200 tonnes par an).

Ces installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement, relatives à la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du Code de l'Environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la Directive IED à échéance du délai de réexamen, soit quatre ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Il a été acté par le Préfet par courrier du mois de juin 2014, suite à proposition motivée de l'exploitant en date du 03 octobre 2013 que la rubrique principale de l'établissement est la rubrique n° 3670 (Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 200 tonnes par an) et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont le BREFs STS (Traitement de surface utilisant des solvants).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles, BREFs STS, étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 09 décembre 2020, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 09 décembre 2021 et ce, en application de l'article R. 515-71 du Code de l'Environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la Directive IED avant le 09 décembre 2024.

Ce dossier de réexamen a été transmis le 04 avril 2022. Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'Inspection des Installations Classées et propose les suites à lui donner.

2. – PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 – Description de l'établissement

La Société PLASTIENVASE FRANCIA exploite à ARRAS des installations de fabrication et d'impression de films plastiques destinés à l'emballage de produits alimentaires.

La fabrication des emballages consiste à l'impression par héliogravure et au complexage (contre-collage) de deux ou plusieurs films plastiques permettant ainsi de combiner des propriétés techniques différentes. Les emballages sont ensuite stockés en rouleau.

Ces activités nécessitent l'utilisation d'encres et de colles solvantées ainsi que des solvants.

Le site est équipé d'un incinérateur pour traiter les effluents de Composés Organiques Volatils (C.O.V) issus des opérations de peintures.

À noter que les rouleaux de films plastiques vierges ne sont pas fabriqués sur place.

2.2 – Situation administrative de l'établissement

L'usine de fabrication de sacs plastiques relève du régime de l'Autorisation, elle fonctionne sous couvert des Arrêtés Préfectoraux des 06 janvier 1999, 24 septembre 2004 et 20 juin 2023.

L'établissement est visé par la directive IED pour son activité relative à la rubrique :

- 3670 – Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 200 tonnes par an.

En conséquence, il est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents du BREFs (Best Reference Documents) sectoriel :

- STS – Traitement de surface à l'aide de solvants organiques

3. – PRÉSENTATION DU DOSSIER DE RÉEXAMEN ET DU RAPPORT DE BASE

3.1. – Organisation du dossier de réexamen

Le dossier de réexamen comporte les parties principales suivantes, reprenant successivement :

- L'identité de l'exploitant
- Un descriptif des activités et des procédés du site ainsi que du périmètre IED
- L'avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation
- La comparaison des installations par rapport aux MTD définies dans les conclusions du BREF STS comprenant un tableau de synthèse de la conformité aux MTD et NEA/MTD
- Un rapport de base transmis avec le dossier de réexamen, faisant état de la pollution du sol et des eaux souterraines au droit des installations.

Le dossier ne contient aucune demande de dérogation.

3.2. – Limites de l'étude

L'étude porte sur les installations d'impression et de complexage et les installations connexes, à savoir :

- Le stockage d'encre, colles et solvants,
- Les locaux de préparation des encres et colles,
- Le local de lavage,
- Les installations de distillation de solvants.

3.3. – Détail des Conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et BREF étudiés

Les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) étudiées sont :

- Traitement de surface utilisant des solvants (STS)

3.4. – Rapport de base

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant a été complété par la transmission d'un rapport de base en juillet 2022.

Le rapport de base comporte les chapitres suivants :

- Une présentation de la mission
- Une description du site et de son environnement,
- Une recherche, compilation et évaluation des données disponibles,
- Une définition du programme et des modalités d'investigations
- La mise en œuvre du programme d'investigation et analyses au laboratoire,
- La présentation, interprétation des résultats et discussion des incertitudes,
- Les conclusions et recommandations.

3.5. – Demande de dérogation

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R515-68 du Code de l'Environnement.

4 – INSTRUCTION DU DOSSIER DE RÉEXAMEN ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

4.1. – Complétude du dossier de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement, il est attendu dans le dossier de réexamen :

- 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;
- 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515 70 ;
- 3° A la demande du Préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison

du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

Conformément aux dispositions de l'article R.515-73 du Code de l'Environnement, « *le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.* »

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R.515 68 du Code de l'Environnement, d'une demande de dérogation.

Les aspects « rapport de base » et « demande de dérogation » sont détaillés ultérieurement dans des chapitres spécifiques.

Le dossier transmis comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article R.515-72 du Code de l'Environnement.

4.2. – Analyse des performances de l'installation en comparaison aux MTD

4.2.1. – Rejets atmosphériques

Les rejets atmosphériques du site concernent principalement l'activité d'impression, utilisant des encres et solvants, ainsi que ses installations connexes (stockages de solvants, préparation, nettoyage des installations...). Les rejets de solvants sont de deux types, canalisés ou diffus. Les solvants canalisés sont dirigés vers un incinérateur thermique pour être détruit. Les rejets atmosphériques de l'incinérateur sont donc issus de la combustion des solvants (NOx, CO, COV...).

Les rejets diffus sont quant à eux liés à la manipulation des solvants et concerne la fraction qui ne peut être captée.

Les conditions d'exploitation sont conformes aux dispositions du chapitre II de la directive IED n°2010/55/UE du 24 novembre 2010 et en particulier, les valeurs limites d'émissions n'excèdent pas les niveaux hauts d'émissions associés aux MTD décrites dans les conclusions sur les MTD relatives au secteur de l'« impression par flexographie et l'impression en héliogravure non destinée à l'édition ».

Les résultats des campagnes de mesures des rejets atmosphériques montrent en outre que les performances des installations sont conformes avec ces niveaux d'émissions associés aux MTD.

Considérant que ces valeurs limites d'émission sont également compatibles avec les enjeux environnementaux identifiés, l'Inspection propose donc que les valeurs limites d'émissions de l'actuel Arrêté Préfectoral soient conservées. L'exploitant devra en sus respecter les valeurs limites d'émissions fixées par l'Arrêté Ministériel du 03 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670.

4.2.2. – Effluents liquides

Sans objet, le site PLASTIENVASE FRANCIA ne rejetant pas d'eaux industrielles liées au process.

Les eaux pluviales sont quant à elles traitées avant rejet et une mesure annuelle est réalisée dans les eaux.

4.2.3. – Performances énergétiques

Un des consommations énergétique est réalisé mensuellement et des actions mises en place pour réduire les consommations.

Un indicateur de performance (ratio consommation énergétique / surface imprimée) est mis en place.

4.3. – Demande de dérogation

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte, à ce stade, pas de demande de dérogation au sens de l'article R.515-68 du Code de l'Environnement.

Les niveaux d'émissions de l'installation n'excéderont pas ceux décrits dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREFs STS (Traitement de surface utilisant des solvants). Ces niveaux d'émissions seront respectés dans un délai maximal de quatre ans à compter de la publication au Journal Officiel des

conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables aux installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques, soit avant le 09 décembre 2024.

5 – INSTRUCTION DU RAPPORT DE BASE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

L'article L. 515-30 du Code de l'Environnement prévoit que « l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévu par le décret mentionné à l'article L. 515-31 ».

Par ailleurs, le 3^{ème} alinéa du paragraphe I de l'article R. 515-59 du Code de l'Environnement prévoit l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Enfin, le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.2 d'octobre 2014) précise que l'exploitant doit :

- Soit élaborer le rapport de base selon la méthodologie proposée ;
- Soit justifier du fait que l'installation IED n'est pas redevable d'un rapport de base, en démontrant la non éligibilité aux critères explicités dans la suite du présent chapitre. L'exploitant expose alors son analyse dans un mémoire justificatif qu'il transmet à l'Inspection des Installations Classées.

5.1. Complétude

Compte tenu des activités exercées, l'exploitant a transmis un rapport de base.

L'article R. 515-59 du Code de l'Environnement précise que le rapport de base contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

- a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;
- b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges » mentionnés à l'article 3 du règlement CLP.

Le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.1 de mai 2014) précise que le rapport de base doit comprendre les chapitres suivants :

Chapitre 1 : description du site et de son environnement et évaluation des enjeux

Chapitre 2 : recherche, compilation et évaluation des données disponibles

Chapitre 5 : interprétation des résultats et discussion des incertitudes.

Il doit également comprendre, lorsque les données disponibles ne permettent pas de disposer d'une connaissance suffisante de l'état de pollution des sols et des eaux souterraines, les chapitres suivants :

Chapitre 3 : définition du programme et des modalités d'investigations

Chapitre 4 : réalisation du programme d'investigations et d'analyses différées au laboratoire.

Le rapport transmis comporte l'ensemble des éléments prévus.

5.2 Analyse

L'analyse du risque de pollution des sols et des eaux souterraines par l'installation a été examinée, en particulier l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes ainsi que le risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site.

P55 11 piezo dont 8 sur site dans nappe de la craie

P101

12 sondages de sol réalisés à 3 et 5 m et 7 piezo investigués

Concernant les sondages de sols, les diagnostics et analyses réalisées pour les zones investiguées, mettent en évidence des impacts en métaux lourds et en hydrocarbures dans les premiers mètres. Néanmoins au regard du caractère superficiel des contaminations identifiées, l'hypothèse d'une qualité de remblai dégradée est à privilégier. La contamination n'est pas imputable à l'activité.

Concernant les analyses piézométriques, des contaminations en solvants organiques (acétate d'éthyl et éthanol) et en hydrocarbures ont été mises en évidence pour le piézomètre PZ7, au droit de la zone de stockage de solvants. On constate néanmoins l'absence de des solvants dans le piézomètre en aval de la nappe, semblant indiquer que la pollution stagne.

Un programme de surveillance des eaux souterraines au piézomètre PZ7 ainsi qu'à ceux situés en aval et en amont de celui s'avère néanmoins nécessaire et sera prochainement prescrit à l'exploitant.

6 – SUITES ADMINISTRATIVES

Le dossier de réexamen est complet et régulier et ne doit pas être mis à la disposition du public conformément aux dispositions de l'article L. 515-29 du Code de l'Environnement.

Ce dossier a été instruit par l'Inspection. Au vu des éléments détaillés dans le présent rapport, le réexamen conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions. L'exploitant devra néanmoins respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670.

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-73-II du Code de l'Environnement, l'Inspection propose au Préfet de le notifier à l'exploitant.

Un projet de courrier en ce sens est joint en annexe du présent rapport.

Enfin, conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, l'Inspection propose au Préfet de diffuser par voie électronique l'ensemble des éléments listés à l'article R. 515-79 du Code de l'Environnement :

- la notification du Préfet à l'exploitant précisant la non-nécessité de mise à jour de l'autorisation,
- une copie du présent rapport de l'Inspection.

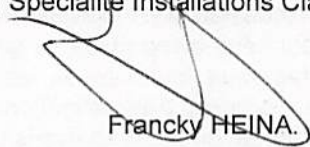
Rédacteur

L'Inspecteur de l'Environnement,
« Spécialité Installations Classées »,


Franck WAREMBOURG.

Valideur

L'Inspecteur de l'Environnement,
« Spécialité Installations Classées »,


Francky HEINA.

Approbateur

Transmis à Monsieur le Préfet du Département du Pas-de-Calais
Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial
Bureau des Installations Classées, de l'Utilité Publique et de l'Environnement
Section des Installations Classées

Béthune, le **24 JAN. 2024**

P/le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale de l'Artois,


Frédéric MODRZEJEWSKI.

ANNEXE

Projet de courrier à l'exploitant



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arras, le

Le Préfet du Pas-de-Calais

à

Monsieur le Directeur
Société PLASTIENVASE FRANCIA
1 rue Claude BERNARD
62002 ARRAS CEDEX

- A l'attention de M. TITRENT -

Code AIOT : 0007001092

Objet : Dossier de réexamen pour les activités relevant des dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive)

Réf. : Votre transmission du 04 avril 2022.

Monsieur le Directeur,

L'établissement que vous exploitez 1 rue Claude BERNARD, sur le territoire de la commune de ARRAS, exerce des activités relevant de la Directive dite IED. À ce titre, vous m'avez fait parvenir un dossier de réexamen tel qu'il s'impose à votre établissement en application de la dite directive.

Après examen de ce dossier par l'Inspection de l'Environnement, Spécialité Installations Classées, je vous informe que le dossier a été jugé complet et conforme à l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement.

Je vous rappelle que l'objectif du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à votre établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit quatre ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Ainsi, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF STS – Traitement de surface à l'aide de solvants organiques, étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 09 décembre 2020, l'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de votre l'établissement devront en conséquence être conformes avant le 09 décembre 2024 :

- aux exigences de la directive IED, et notamment les niveaux d'émission des installations devront être conformes aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ;
- aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Enfin les conclusions du rapport de base transmis avec votre dossier de réexamen montrent la nécessité de réaliser un suivi périodique des eaux souterraines sur votre site d'exploitation. Ce suivi vous sera prochainement prescrit par arrêté préfectoral.

L'Inspection des Installations Classées reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire sur ce dossier.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet du Pas-de-Calais